MH-226b-Bien vivre ensemble-post Fukushima-2012

226b. **Après Fukushima, comment bien vivre ensemble au Japon ?**

Texte d’une conférence donnée à l’université départemental de Fukui le 7 juin 2012, 14 pages

**Après Fukushima, comment bien vivre ensemble au Japon ?**

Le Japon confronté au東日本大震災 *higashi nihon dai shinsai* (grand désastre sismique de du Japon de l’est) est bousculé dans le fonctionnement de sa société, dans la façon dont son organisation est orientée. Cette manière de s’organiser n’est pas propre au Japon, c’est une orientation prise depuis environ le milieu du 20ème siècle sous l’influence des Etats-Unis puis des pays européens. Cette orientation semblait remarquablement bénéfique mais elle est devenue extrêmement dangereuse sans qu’il y en ait eu une prise de conscience suffisante pour qu’on s’en éloigne et que l’on en tire les leçons pour mettre en place une transition vers autre chose. Le choc de Fukushima rend peut-être cela plus possible au Japon qu’ailleurs dans le monde où cependant la nécessité est aussi grande.

I- Quitter des tendances longues à l’origine du désastre

Fukushima aurait pu ne pas avoir lieu, mais il fait partie des types d’accidents que les évolutions décidées depuis très longtemps et qui paraissent comme des tendances, ne peuvent que faire advenir, sous une forme ou sous une autre. Ces évolutions ont fait illusion, mais il faut dire adieu à celle de la société de la croissance heureuse qui a été vécue quelque temps mais qui a cédé la place à une société de marché bloquée et alors que planent maintenant des menaces de disparition de la société.

A- Adieu à l’illusion de la société de la croissance heureuse.

L’orientation qui fut bénéfique aux sociétés et qui devint dominante, tirait son origine d’une transformation des modalités qui avaient prévalu auparavant. Rappelons les deux principales formes antérieures qui se sont succédées et comment on s’est dirigé ensuite vers une forme dominante qui ne peut plus durer et qui a donc été une illusion, un mirage.

1- Des monarques autoritaires à la révolution du peuple français

Pendant des siècles, la planète était divisée en territoires souvent regroupés en Empires, gouvernés par des élites aristocratiques, intellectuelles ou guerrières ou les 3 à la fois, au statut lié pour l’essentiel à la naissance, et agissant au service d’**un monarque, souverain autoritaire**. Celui-ci commandait le fonctionnement de l’Etat pour sa satisfaction et son avantage personnels et considérait les habitants comme ses sujets, c’est-à-dire ses « assujetis » ses subordonnés; il en faisait donc ce que bon lui semblait, appliquant parfois des lois connues de tous, mais, le plus souvent usant de mesures arbitraires. Il s’appuyait toujours sur une liaison particulière avec les puissances invisibles du surnaturel sous différentes formes dites religieuses ou non pour justifier et imposer par la crainte son pouvoir qui avait cependant recours également à la force.

L’Europe des lumières du 18ème siècle a provoqué une remise en cause intellectuelle et qui s’est voulue universelle de cette orientation. Cette remise en cause a trouvé un écho auprès des mécontentements populaires vis-à-vis de la façon dont les monarques traitaient leurs sujets ; **la révolution française de 1789** renversant la royauté a été le symbole et le signal de l’émergence puis de la tendance à la généralisation sur la planète de régimes politiques dits « démocratiques » remplaçant les régimes autoritaires.

2- La révolution libérale : une révolution politique, morale et économique

 Les sujets ne sont plus assujettis, subordonnés à un souverain. Ils sont devenus des **individus libres et égaux** pouvant décider de la manière d’être gouvernés : ils élisent leurs représentants qui vont décider des lois – élaborer le droit- que tous devront respecter et qui vont diriger en leur nom, au nom du peuple souverain. L’affirmation des libertés individuelles constitue le point central de la transformation qui est d’abord politique. C’est la **révolution politique libérale**.

Elle s’est accompagnée, avec une ampleur et un rythme de réalisation variables selon les pays qui se sont engagés dans cette voie, d’une libération vis-à-vis des puissances invisibles du surnaturel ou pour le moins de leurs intermédiaires visibles que sont les religions ou les cultes constitués. Sans une autonomie minimale, la souveraineté du peuple est mise sous tutelle ou doit composer avec des puissances disons religieuses comme le firent les monarchies du passé. C’est la voie ouverte à une libération vis-à-vis de toute obligation morale, à une sorte de **révolution morale libérale**.

L’organisation du pouvoir politique prend son autonomie, tirant sa légitimité du peuple souverain et non d’un lien avec l’invisible. Les individus sont égaux en droit et libres d’agir et de laisser se développer pleinement leurs talents, leurs mérites. Libres d’entreprendre, ils n’ont pas à se référer à une morale mais à respecter la loi, ils n’ont pas autrement à se soucier des autres, du pays, de cet ensemble où ils vivent, en dehors de la participation aux élections et via celles-ci à l’élaboration des lois. Adam SMITH (1776) exprime cette règle de conduite qui incite chacun à s’en tenir à poursuivre ses propres intérêts, et soutient que cela donnera le meilleur résultat possible pour tous. « **Laisser faire laissez passer** » est la règle, indépendante de toute morale, qui constitue la **révolution économique libérale**.

La révolution industrielle, naît en Europe au 19ème siècle, de la mise en œuvre des premières usines et des industries par des acteurs « capitalistes » qui n’avaient d’autres préoccupations que leur enrichissement personnel, en plein accord en quelque sorte avec cette révolution libérale et ses trois dimensions : politique, morale et économique. Ils pratiquent la libre compétition entre individus libres et égaux en droit. Comme Marx l’a souligné, leur motivation était claire : il s’agissait de s’enrichir « **accumulez, accumulez, c’est la loi et les prophètes** ».

3- Les menaces des crises économiques et du communisme

Le fonctionnement selon ces modalités s’installe au début du 19ème siècle, mais rencontre très vite des difficultés qui vont s’amplifier et dont on peut montrer deux aspects essentiels.

D’une part la position inconditionnelle du « laissez faire laissez passer » a été questionnée par **la multiplication des crises économiques à partir du début du 19ème siècle** : les pays ayant mis en œuvre cette révolution industrielle ont vu le caractère toujours plus grave de ces crises récurrentes, en outre leur impact sur d’autres pays a culminé avec la crise mondiale de 1929. Bien des capitalistes font faillite et des banquiers se jettent par la fenêtre à Wall Street. La grande dépression provoque de grandes souffrances dans l’ensemble des populations.

D’autre part, dans la plupart de ces pays, les gouvernements, qui ont échappé aux anciens privilégiés par la naissance, ne sont pas restés contrôlés par le petit peuple mais ont été confisqués par des bourgeoisies enrichies. La masse populaire en est exclu alors qu’elle est constituée de travailleurs salariés pour lesquelles les crises signifient la dégradation de conditions de vie déjà marquées par une pauvreté misérable. Des **mouvements de résistance des classes laborieuses** obligent la bourgeoisie à des concessions : le droit de vote (réservé d’abord aux riches), le droit de se syndiquer et le droit de grève, la limitation du travail des enfants, la réduction du nombre d’heures travaillées chaque jour etc… En outre la révolution communiste russe de 1917 pèse comme une autre menace sur l’enrichissement des capitalistes. La peur du communisme nourrira bien des décisions gouvernementales.

4- Le New Deal pour une société de croissance heureuse

C’est en réponse à ces difficultés que la nouvelle orientation s’affirme avec le **New Deal** promis par Roosevelt en 1932 **aux Etats-Unis**, qui va bien au-delà du « Fordisme » - terme forgé par Gramsci sur les pratiques issues de Henry Ford qui a augmenté (doublé) les salaires de ses ouvriers en 1914 et réduit par le travail à la chaîne, le prix de ses automobiles pour que les salariés puissent en acheter. Elle s’installe **en Europe et au Japon après la deuxième guerre mondiale avec le « Keynésianisme »** : la poursuite de la croissance pour but et pour ressort, l’enrichissement général, en luttant contre le chômage et en offrant la sécurité sociale pour les classes laborieuses ; elle s’appuie sur des impôts plus élevés et sur l’intervention directe et régulatrice du gouvernement.

Apparaît alors **une société de croissance « heureuse »**, de consommation de masse, avec le droit de vote pour tous, y compris pour les femmes et peu à peu l’accès à un travail salarié pour presque tous (même pour les femmes dans de plus en plus de pays) ainsi que le droit à l’éducation, même supérieure pour un grand nombre de garçons puis de filles ; la pauvreté recule, les inégalités diminuent et s’instaure une société de **classes moyennes**. Tout au moins dans les pays industrialisés, même si la déclaration universelle des droits de l’homme de 1948 en offre le principe à tous les habitants du globe.

Sur la planète, les autres pays qu’on disait attardés, ont été renommés (à la suite de Truman en 1949) pays en développement, supposés en train de rattraper les pays industriels avancés ; y habitent les trois quarts de la population mondiale qui vivent de fait dans une économie sans croissance et où la pauvreté est générale. Pourtant un certain « laissez faire laissez passer » est appliqué à l’échelon international, avec une certaine libre concurrence et des droits égaux entre tous les Etats– après les indépendances accordées à peu près partout suite à la deuxième guerre mondiale qui signe la fin des empires coloniaux. L’ONU, en matière politique, le GATT en matière économique sont supposés les garants de la liberté. Cela et l’espoir du « développement », de la croissance de leur PNB, les ont amené à suivre les indications des institutions internationales et des pays leaders.

5- De la participation à la démocratie à la participation à la croissance via le salariat

L’adhésion à la croissance dans les pays industrialisés de la part des classes moyennes a été obtenue par une élite politique et économique ; c’est grâce à cette élite que les classes laborieuses sont entrées dans une classe moyenne. Elles ont pu s’adonner à la consommation de masse, exercer des libertés individuelles et morales toujours plus étendues, bénéficiant de cette croissance heureuse. Les taux de syndicalisation ont chuté, le peu d’investissement personnel dans la politique et même la participation réduite aux élections a transféré le pouvoir de gouverner à des professionnels de la politique réélus presque perpétuels et à des experts et des managers dans les postes dirigeant d’entreprises et d’administrations. **La participation à la démocratie politique a donc été remplacée par la participation active via l’emploi salarié à la croissance économique** dont le peuple est devenu dépendant.

B- Le blocage de la société de marché

Cette société de croissance heureuse dans les pays industriels « riches » a commencé à rencontrer **vers 1971 des limites infranchissables sans pour autant autoriser une sortie de son type de fonctionnement** ; les limites ont été d’abord remarquées aux Etats-Unis, puis en Europe au cours des années 70 et, un peu plus tard, au Japon, de façon certaine à partir de 1990 après l’éclatement d’une bulle spéculative. Citons quelques-unes de ces limites et de ces aspects du blocage interne.

1- A la recherche de moteurs artificiels de la croissance

La poursuite de l’élaboration de plus grandes capacités de croissance matérielle dans les pays riches ne correspond plus à la nécessité de couvrir peu à peu des besoins insatisfaits de la population en matière de nourriture, d’habitats, de transports, d’équipement ménager, de services d’éducation et de santé et de télécommunications… Les capacités de production matérielle des pays riches sont largement suffisantes pour satisfaire les besoins matériels de toute leur population, et ils exportent leurs surplus dans les pays en développement. Pour produire et vendre plus, il faut convaincre les acheteurs par des dépenses toujours plus importantes de publicité et des innovations qui n’en sont pas. Il faut remplacer les équipements ménagers et professionnels, les machines, les bâtiments, parce qu’ils sont devenus « démodés » et non par ce qu’ils ne fonctionnent plus. La part des services dans leur production (PIB) tourne autour de 75% : ce montant est une valeur monétaire principalement constituée par une rémunération de l’entreprise fournisseuse (son profit, le coût salarial et celui des équipements et des financements) comporte peu d’achats matériels. Les entreprises et les experts cherchent désespérément **des moteurs « artificiels » pour tirer la croissance** comme le fut l’automobile dans les années 50 à 80 et pour lutter contre le déclin industriel. En revanche des besoins insatisfaits sont bien présents, mais dans les pays « en voie de développement ».

2- La globalisation ou le nouveau mirage

Les efforts fournis pour surmonter les difficultés ont consisté à prendre une série de décisions qui ont créé ce qu’on appelle **la globalisation.** Il s’agissait d’étendre les marchés pour la croissance, tout d’abord vers ceux de ces pays « en voie de développement » où on fabriquera et dont on importera et ensuite en vendant sur tous les marchés des produits plus sophistiqués réalisés grâce à la course-compétition à l’innovation technologique.

Les élites politiques et économiques ont considéré que le keynésianisme constituait l’origine du blocage avec les freins mis au « laissez faire laissez passer » et qu’il n’y avait pas d’autre alternative (There Is No Alternative, selon Margaret Thatcher) que le retrait de l’Etat. C’est-à-dire la privatisation des actifs publics, la dérégulation des institutions et des marchés, la libéralisation du commerce des marchandises, y inclus de l’agriculture, des services –avec la création de l’OMC en 1995- et des mouvements internationaux de capitaux avec la plus grande liberté également sur les marchés internes y compris ceux des capitaux et du travail. Cette tentative en quelque sorte de « libérer la croissance » (expression trouvée par Attali au service du président Sarkozy, rapport remis en début 2008) a été l’orientation lancée au Royaume-Uni (Thatcher, 1979) et aux Etats-Unis (Reagan, 1981). Elle s’est diffusée partout, en France (Mitterrand, 1983) comme un peu plus tard au Japon (Koizumi, 2001) et a été confirmée dans son bien-fondé supposé par la chute du mur de Berlin (1989) et du modèle soviétique (1991). Les Chinois, toujours sans réelles libertés politiques ont obtenu peu à peu les libertés économiques et cherchent à s’enrichir dans la compétition intérieure et planétaire. L’Europe s’est lancée dans la monnaie unique, l’Euro (2002), puis dans un traité dit de constitution pour libérer au maximum les marchés européens, traité de fait non écarté malgré les refus populaires (dont français et hollandais en 2005), mais entériné sous forme simplifié (en 2007, traité de Lisbonne) par les élites politiques et économiques.

3- Les conflits d’intérêt entre les pays

L’extension du fonctionnement par la croissance aux pays en développement via la globalisation ne se fait cependant pas de manière douce ou gagnant-gagnant, comme imaginé. Les rattrapages de certains de ces pays constituent à l’évidence des difficultés pour bon nombre de pays anciennement industrialisés. Cela contribue à la réapparition de plus grandes inégalités renforcées par l’éclatement de la classe moyenne qui reconstitue de nouvelles classes laborieuses en situation de précarité ou/et de pauvreté comme effets des retraits de l’Etat. De fait on voit se développer des **conflits d’intérêt économique entre les pays** et la **résurgence des inégalités et de la pauvreté au sein des pays riches ainsi que le maintien de la grande pauvreté dans les pays moins avancés**. Dans bien des pays anciennement industrialisés, le chômage est mis au compte des immigrés ou de l’essor des pays émergents.

4- La faillite économique

Plus largement les réformes dites néo-conservatrices ou néo-libérales de la globalisation n’ont pas donné les résultats escomptés : dans les pays anciennement industrialisés, **ni la croissance ni l’emploi n’ont été au rendez-vous**, la production industrielle a vu sa part diminuer dans le PNB et les effectifs employés dans l’industrie ont décru même en chiffres absolus. Entre 1986 et 2008, la croissance des pays « développés » s’est fait à un rythme qui s’est réduit. En lissant la courbe, on voit qu’elle est passée d’un taux de presque 4% annuels à 2% à peine. Une croissance faible et peu créatrice d’emplois. Après la crise mexicaine en 1982 et la décennie des 80 dite perdue en Amérique Latine, le lundi noir des bourses mondiales de 1987, la crise Asiatique de 1997, Russe de 1998, Argentine et Brésil en 1999 : **de nombreuses et graves crises financières** se sont succédées pour en venir à celle de 2008 où l’effondrement a été évité de justesse mais ne rendant pas moins problématique toute perspective réaliste de croissance. Les Etats ont épongé les dettes des banques et sont à leur tour endettés, et les plus faibles des économies sont condamnées à une austérité qui ne saurait se faire sans aggravation des conditions de vie et sans morosité pour la production.

5- Les limites écologiques

La globalisation montre donc des inconvénients graves : elle est incapable de faire repartir durablement la croissance et l’emploi dans les pays industrialisés, et de sortir du sous-développement les pays les plus pauvres : la crise de 2008 a montré qu’un milliard d’habitants sur cette terre souffrent de malnutrition. Seuls quelques pays émergents, mais certes de poids notable en population, comme la Chine, l’Inde et le Brésil maintiennent une croissance incertaine. En outre, la croissance rencontre d’autres limites qui avaient déjà été signalées il y a quarante ans.

En 1972 est en effet paru l’ouvrage *Limits to growth*: **les limites écologiques de la croissance**. L’ouvrage montre l’épuisement progressif des ressources naturelles, en particulier les énergies fossiles (pétrole, charbon) et de tous les minéraux (y compris uranium). Cela s’est vérifié et il en reste aujourd’hui pour à peine quelques décennies au rythme actuel qui ne s’est pas réduit de leur exploitation; il faut y ajouter la raréfaction de l’eau. En outre les opérations de production croissante ont provoqué l’émission de dioxyde de carbone ainsi que de toute une gamme de polluants qui provoquent le réchauffement climatique planétaire et la dégradation des conditions de vie ; tout cela, joint à l’abus des pesticides et des fertilisants a dégradé nos conditions d’alimentation. La croissance passée des pays anciennement industrialisés porte la part essentielle de responsabilité de la situation actuelle, même si son aggravation au cours des trente dernières années est aussi le résultat de la forte croissance des grands pays émergents et notamment la Chine, l’Inde et le Brésil. Bref nous avons dépassé la capacité de régénération de la planète. Elle ne peut supporter la poursuite de la croissance mondiale qu’au détriment de la dégradation déjà commencée des conditions de vie d’une part importante de la population actuelle du globe, dégradation qui va s’aggraver et sera bien plus grande encore pour les générations futures si des mesures drastiques ne sont pas prises pour inverser les évolutions.

Les pistes imaginées par les élites restent dans le droit fil des évolutions récentes : mettre la « Nature » dans le marché du « laissez faire laissez passer » et de la libre compétition : la compétition pour la rareté mettra des prix élevés pour les ressources qui s’épuisent, et, comme on commence à le faire ici et là il faudra acheter des droits à polluer ou à émettre du dioxyde de carbone : on fera ainsi, avec une Nature libérée, de la croissance verte !

C- La menace de disparition de la société

Dans une certaine mesure la société continue d’exister en dehors des activités économiques, mais, l’ensemble des relations sociales en viennent à se trouver subordonnées voire remplacées par des relations économiques qui occupent l’essentiel des activités sociales. Cela produit l’érosion des liens sociétaux et donc de la société elle-même. En outre l’appareil de production économique non seulement produit des pollutions chimiques diverses très dangereuses et qui avec le processus de production dégradent les qualités physiques de la planète, mais des opérations lancées pour ces activités économiques au-delà des activités guerrières mettent en danger directement la vie du plus grand nombre, c’est la menace nucléaire

1- L’érosion des liens sociétaux

La montée des inégalités et du chômage, la persistance des inégalités et de la pauvreté au niveau international mettent à mal l’idée d’une **commune humanité à l’échelle planétaire et d’une cohésion sociale à l’échelon des pays**.

La mise en compétition des individus à l’échelle globale réduit les actions de solidarité et les comportements de coopération qui sont formateurs des liens sociaux.

La focalisation sur les capacités individuelles repose sur l’idée de solidarité organique au travers des relations de travail, mais celles-ci sont loin d’être complémentaires mais essentiellement rivales. Dans le même temps les solidarités mécaniques ont été mises à mal, voire ont été éliminés par la libéralisation des individus des anciens liens de dépendance sociale.

Bref l’illusion de l’existence d’une société quand les marchés de compétition amènent la croissance tombe avec la disparition de cette croissance ; dans le même temps on ne peut plus se replier sur une société traditionnelle car elle a été en grande partie éliminée par les évolutions survenues depuis le New Deal et l’après deuxième guerre mondiale.

2- La menace nucléaire

Dans l’ambiance de la création de la croissance heureuse avec une démocratie de participation à la croissance plutôt qu’à la politique (et aux décisions) un certain nombre de pays riches dont le Japon et la France, se sont lancés dans l’atome civil dès les années cinquante. La soif de croissance était telle et l’illusion dans la maîtrise technologique si grande - illustrée par les progrès de l’aéronautique, de l’électronique et des télécommunications, de la médecine-, que les élites politiques et économiques ont voulu **croire que le nucléaire civil était sans risques**.

Elles vont alors ajouter au **risque de guerre nucléaire** que la prolifération des armes atomiques a accru, celui de risque d’accident nucléaire en dehors même des armements.

La croissance de l’après-guerre apportait des biens nécessaires aux populations, elle demandait des quantités croissantes d’énergie, et l’électricité d’origine nucléaire pouvait les fournir à des coûts économiques qui paraissaient plus faibles. Voilà, de bonnes raisons de ne pas s’en priver pensèrent les élites. En outre l’électricité nucléaire est faite de très grosses centrales nécessitant des très gros investissements qui permettent la concentration des pouvoirs et des profits. **Les bureaucraties et les industries liées au nucléaire ou/et clientes de l’électricité y voyaient leur intérêt**. Tout a été fait pour convaincre les masses consommatrices de s’occuper de consommer et de croire à la sûreté de l’énergie nucléaire.

Au Japon comme en France et dans les autres pays industriels à peu d’exception près (Autriche, Norvège, Australie, Danemark, Grèce qui ont décidé de ne pas ou ne plus en avoir et qui n’en ont pas et l’Allemagne qui a programmé leur arrêt) des centrales nucléaires sont en service, tandis que des pays non industrialisés sont déjà équipés, comme la Chine et l’Inde et cherchent à augmenter fortement leur parc. Plus de 400 réacteurs sont en fonctionnement dans le monde dans 32 pays mais ne couvrant à l’heure actuelle que 2% de la consommation d’énergie mondiale. 54 réacteurs fonctionnaient au Japon pour fournir 30% de l’électricité, ils sont 58 en France pour fournir 79% de l’électricité soit encore 18% de la consommation finale d’énergie.

Pourquoi certains pays ont-ils refusé ou finalement abandonné le nucléaire ? Parce que leurs élites ont pris conscience, ont suivi peut-être le sentiment de leurs peuples, qu’un tel risque ne peut être couru. Même si on ne peut calculer de probabilités, il existe un risque non nul qu’un accident plus grave encore que ceux de Fukushima et de Chernobyl se produise et qu’on ne peut prévenir. Le propre des accidents est de survenir sur une dimension à laquelle on n’a pas pensé. Les mesures qui empêcheront qu’un nouvel accident de type Fukushima ne puisse se produire, ne permet pas d’éliminer le risque d’un prochain accident qui sera peut être pire et qui sera différent. Si son ampleur est d’importance et qu’il a lieu en Chine, il produirait au Japon bien plus de dégâts que les actuelles pluies acides issues de la pollution. Ces pays qui ont programmé l’arrêt montrent l’exemple à suivre. Le seul moyen de réduire progressivement le risque est d’avancer vers la transition énergétique et le désarmement nucléaire total.

II- Commencer la transition vers un Japon différent

Pour échapper aux évolutions mondiales en cours, tout pays et le Japon en particulier doit envisager une **rupture radicale** avec les orientations passées ; la gravité de l’accident de Fukushima constitue en quelque sorte une opportunité pour se rendre compte de ce qui était de fait à l’origine lointaine mais certaine de ce qui a permis ce désastre. Nous avons oublié que ce qui compte c’est notre vie commune et il faut en retrouver les priorités et mettre en place les outils qui permettent de les respecter ce qui pose une exige de taille de ces outils. Nous aurons alors des priorités et des outils pour ensemble travailler dans la justice c’est-à-dire en prenant soin des uns et des autres.

A- Affirmer les priorités de la vie commune

De manière certaine, les priorités de la vie commune non seulement ont été oubliées, mais pour l’essentiel elles ont été contrecarrées le plus souvent par des priorités accordées à leurs opposés

1- Construire notre nid et non un skytree

L’objectif de la croissance (et de la compétition) et du toujours plus grand trouve son symbole dans la course à la tour la plus haute du monde : quelle fierté que ce Skytree, sorte de tour de Babel un an après le désastre du 11 mars. Comment y renoncer ? Elle était déjà bien avancée et certes elle pose moins de problèmes immédiats que le redémarrage des réacteurs de Oi.

**La terre n’est pas un paradis naturel**. Il y a des tsunamis, des tremblements de terre, il peut faire trop froid ou trop chaud, trop humide ou trop sec etc…Il nous faut **protéger la vie**. Certes la terre est notre ressource, il faut donc protéger également ces ressources que nous offre la terre. Nous avons à construire notre monde, c’est-à-dire notre milieu de vie. Watsuji Tetsurô parle de notre *fûdo* **風土**qu’il distingue de la Nature, l’environnement naturel **自然環境**kankyô. Nous le construisons sans pouvoir pour autant maîtriser la Nature.

Si nous voulons que notre monde, notre milieu reste habitable, il faut peut-être préférer se déplacer dans nos communautés locales à pied ou à vélo plutôt qu’en voiture et pour bien des déplacements préférer les transports en commun à la voiture individuelle fut elle électrique. Enfin il serait certainement à envisager qu’un certain nombre de transports puissent à nouveau se faire en utilisant la force des vents, pour des bateaux ou des dirigeables. Les recherches n’ont pas été dirigées dans ce sens, l’intelligence humaine n’a pas été mobilisée dans cette direction.

2- Soutenir l’agriculture source de vie et d’aménagement

Construire notre nid pour nous abriter et nous nourrir. On ne peut comprendre que l’on puisse prétendre appartenir à une commune humanité et accepter qu’un milliard d’habitants sur cette planète soient mal nourris et près d’un million en mourir chaque année. Il ne s’agit pas de leur envoyer des aliments mais de les soutenir dans leur capacité à se nourrir. L’agriculture organique de petits paysans peut **nourrir le monde**.

Soumettre les produits agricoles aux conditions des marchés concurrentiels conduit à des aberrations de l’agriculture productiviste, chimique, aux semences non reproductibles et à des inégalités telles que de 825 millions de mal nourris en 1970 on est passé à un milliard aujourd’hui. L’agriculture a été rejetée loin des villes, les terrains agricoles dégradés. Au Japon on importe la nourriture mais on abandonne des terres cultivables.

L’agriculture a besoin de paysans et l’agriculture biologique offre plus encore de travail : avis aux pays qui souffrent du chômage. L’agriculture n’est pas une marchandise c’est notre **activité de base pour créer la vie et notre nid**, **notre milieu**.

3- Promouvoir la coopération avant la compétition

A tous les niveaux il faut privilégier la coopération. Au sein même des théories économiques différentes versions de raisonnements montrent que dans un certain nombre de cas la coopération apporte plus de production, plus d’avantages à chacun que la compétition.

De manière générale, la mise en place systématique de la compétition pour la compétition ne peut que fournir des gagnants et des perdants ; les gagnants renforcent leur différentiel de « compétitivité » sur les perdants ; corrélativement cela conduit à amplifier les inégalités qui sont en général pré-existantes aux « premières » compétitions.

La soi-disant compétition loyale, consiste à vouloir que les plus faibles ne disposent d’aucun support dont ne disposeraient pas les plus forts. La solution effective ne consiste pas à donner des supports aux plus faibles, mais à organiser autrement les activités ; **de manière prioritaire doit prévaloir l’esprit de coopération qui n’empêche pas l’émulation**. Ceci étant quand les circonstances le permettent et quand les conséquences en sont maîtrisées, la compétition bien régulée doit trouver sa place.

4- Poursuivre la création et le partage de ressources et non l’accumulation

La vie commune est une vie active et toutes les activités sont co-existentielles à cette vie ; elles sont de notre fait et reçoivent ou non, selon des circonstances que je ne discuterai pas ici, la dénomination de travail. **Le travail est une opération de création – artistique ou prosaïque- de ressources** qui met en œuvre notre action, notre activité et notre milieu, directement ou indirectement (par des mises en œuvre antérieures) des ressources tirées de la Nature.

Dans un certain nombre de cas le « créateur » jouit lui-même et lui seul de son activité créatrice, dans d’autres cas sont associées plusieurs personnes qui partagent le plaisir de l’accès à ces ressources au cours même de leur création, enfin il y a une autre possibilité. La création amène des ressources à partager à un autre moment, avec des personnes qui ne sont pas là. Toujours cependant pour créer la vie commune. Il faut donc organiser le partage des ressources, leur circulation.

On ne doit pas envisager la création de ressources pour la création de ressources ou pour l’accumulation. On a vu dans la première partie cette manière de faire, sous l’injonction du principe de compétition qui fait que l’on recherche la croissance des valeurs de marché produites pour ces valeurs de marché qui seront accessibles via la valeur de marché du travail. La création de ressources est une création de **ressources intrinsèques – leur seule valeur c’est de contribuer à la vie commune, sans qu’il soit a priori nécessaire d’en donner une « valeur » estimée avec un quelconque étalon de mesure**.

Reste évidemment à trouver **comment les faire circuler** quand elles sont destinées à des personnes qui ne les ont pas créées. C’est le problème difficile par exemple dans le système de Teikei de savoir ce que les « consommateurs citadins » doivent en remerciement pour la nourriture que leur fournit le paysan.

Le recours à des marchés, on y reviendra, est bien nécessaire, mais en tout état de cause ce ne sont pas les marchés qui commandent. Pour cela il faut rester éloigné du slogan « accumulez, accumulez c’est la loi et les prophètes » où les activités de création sont motivés par l’appât de la croissance de la valeur de marché et rester dans **une priorité où la création de ressources est motivé par le partage**.

B- Organiser la société en maîtrisant la taille des outils

Illich nous est un guide qui a souligné que **la taille de l’outil, passé un certain seuil, fait qu’au lieu de servir l’homme, il en fait son esclave**. Les outils que l’homme a élaborés pour organiser la société et la création de ressources doivent donc être maintenus à une taille raisonnable pour éviter les dérives.

1. Des entreprises organisées pour la satisfaction des besoins

Le **gigantisme des entreprises** dans un grand nombre de domaines n’a aucune raison technique mais simplement des **raisons liées à l’accumulation financière** permettant l’enrichissement sans limites de ses actionnaires. Dans tous les domaines d’activité des technologies de l’informatique électronique et télécommunications, de la chimie, la pharmacie, la sidérurgie l’automobile etc… un oligopole mondial nous dicte ce qu’il faut produire et ce qu’il faut consommer. Plus de 40% des investissements immatériels des entreprises sont des investissements publicitaires.

Cette course à la concentration des entreprises, aux fusions acquisitions, concerne aussi l’industrie du nucléaire. Il faut que Toshiba et Hitachi puissent continuer à se battre sur le marché mondial des technologies nucléaires où ils sont des acteurs majeurs prétendent les pro-nucléaires japonais.

Les lois du début du 20ème siècle dans l’esprit même du capitalisme libéral étaient opposées à de telles concentrations sur l’argument qu’elles faussent la compétition : il est clair que, bien loin d’être libre, la compétition, sur un marché où agissent des géants qui usent de tous leurs pouvoirs quand ce n’est pas de la corruption (voir dernièrement l’affaire Olympus au Japon), n’a rien à voir avec les idéaux du capitalisme libéral. Encore moins bien sûr quand on veut donner la priorité à la coopération et à la création de ressources pour leur partage.

Il faut donc **privilégier la taille plus réduite des entreprises**. Elles seront petites et moyennes, mais parfois grandes lorsque des considérations techniques en montrent la nécessité d’une certaine taille. Dans ce cas il faut trouver les moyens adaptés pour éviter les dérives. Les ressources qu’il faut épargner pour monter une entreprise peuvent être détenues d’une manière ou d’une autre et la forme juridique de l’entreprise peut parfois aider à ce que, pour créer des ressources nouvelles, elle se comporte bien dans le but de les partager. Certainement que les activités artisanales et celles des entités appartenant à ce qu’on appelle en France l’économie sociale et solidaire, à l’économie populaire en Amérique Latine semblent avoir des dispositions pour se comporter ainsi.

En matière énergétique, il est clair que la concentration des entreprises, associée un peu partout sur la planète à un monopole d’Etat a privilégié la fourniture centralisée d’énergie au détriment de la dissémination des moyens énergétiques autonomes ; c’est aussi un peu le même en ce qui concerne beaucoup d’autres services, auxquels il faudrait réfléchir, comme l’éducation ou l’information. Il n’est pas bon que toutes les bibliothèques du monde soient prêtes à fournir la numérisation des œuvres qu’elles ont dans leurs fonds à Google ou à un autre monopole privé.

1. Des gouvernements au service des intérêts collectifs

La liberté d’entreprendre même avec la poursuite de l’objectif de la création de ressources à partager plutôt que l’accumulation, n’assure pas pour autant que **les intérêts collectifs liés à la vie commune** soient en point de mire. En effet les entreprises ne sont pas la démocratie. En leur sein même le fonctionnement n’a d’ailleurs rien à voir avec les termes de la démocratie.

En revanche **la poursuite de la vie commune requiert la démocratie** ce qui est le principe toujours affiché au Japon comme dans la plupart des pays de la planète. Pour mettre ce principe en action il faut que les « citoyens » soient concernés et actifs et qu’ils puissent se donner des représentants qui font les lois et un gouvernement qui gouverne et organise l’administration du pays. Tout cela devrait se faire dans tous les pays de la planète qui ont en outre à trouver des modalités interétatiques pour gouverner ce qui n’est pas du ressort d’un seul d’entre eux en particulier.

Les **principes de subsidiarité et de décentralisation** doivent être des guides essentiels pour éviter l’hypertrophie de l’Etat qui en ferait un outil mastodonte qui écrase et asservit les hommes. Je viens d’évoquer **la collusion entre les monopoles de l’énergie et les Etats, le nucléaire est le fruit de cette collusion et de la centralisation**. Cela est à mille lieux de la démocratie. A éviter absolument.

**Les Etats sont nécessaires** en particulier pour créer les lois et assurer que ces lois s’appliquent à tous de la même manière. Un certain nombre de questions sont à traiter au niveau du pays et donc du gouvernement central, de l’Etat. Le principe de subsidiarité signifie que l’on doit **traiter toute question au niveau administratif le plus bas possible**. Il convient de l’appliquer en décentralisant la gestion de ces questions, dans les provinces, les départements, les villes et les villages selon le cas. Tout cela est une décision collective à prendre selon des procédures démocratiques.

Une question telle que le réchauffement climatique et les grandes questions écologiques nécessitent certainement des prises de décisions locales, mais les recherches de solutions et les indications sont du domaine planétaire et doivent faire l’objet de concertations interétatiques. En revanche la gestion de tel cours d’eau concerne de manière évidente les gouvernements des territoires qu’il traverse.

Les gouvernements à l’échelon qui est le leur ont à surveiller la fourniture des biens publics locaux, régionaux, mondiaux. La ressource en eau doit être gérée au niveau planétaire, certaines forêts à des niveaux nationaux, la gestion des eaux usées au niveau des villes etc…

1. Des villes adaptées à des communautés humaines

La décentralisation va à l’encontre des regroupements de ville et de la formation de formidables agglomérations. Le mouvement planétaire de concentration urbaine semble inéluctable à beaucoup. Il ne s’agit pas de l’enrayer pour l’enrayer mais de savoir pourquoi ce phénomène se produit au lieu de le considérer comme « naturel ». Est-il bien le résultat de ce que les (trop ?) petites villes et le monde rural n’offrent pas des conditions de vie attractives au regard de celles des grandes villes ?

La réalité est bien différente : dans les pays « en voie de développement » les grandes villes forment de vastes bidonvilles et la pauvreté y est massive ; dans les pays riches les grandes villes montrent au minimum des poches importantes d’insécurité dans les banlieues et les classes moyennes rêvent en fait d’autre chose que du métro-boulot-dodo et ceux qui en trouvent les moyens se déplacent. **C’est en raison d’illusions que l’on s’agglutine dans les mégalopoles et faute de pouvoir s’en échapper pour trouver mieux qu’on y reste**.

Il faut donc imaginer mieux. Si participer à la vie commune continue d’exiger d’avoir un emploi salarié qu’on ne peut espérer avoir qu’en quittant la campagne ou la petite ville pour la très grande, l’urbanisation folle se poursuivra avec toutes ses conséquences désastreuses.

Il faut donc trouver autre chose ce à quoi devraient contribuer toutes les indications précédentes et à suivre. Et en premier lieu **permettre à des communautés de taille humaine de vivre dans de bonnes conditions grâce à la subsidiarité et la décentralisation et à la redynamisation de l’agriculture et des petites et moyennes entreprises**.

4-Des marchés pour assurer la bonne circulation des ressources

**Les marchés ne sont pas là pour nous dicter ce que nous avons à faire**, nous avons un système démocratique politique qui doit organiser le gouvernement en fonction de la poursuite des intérêts collectifs et pour assurer une bonne vie commune. Les marchés ont pour seule fonction de **faciliter la circulation des ressources qui ont été créées pour leur partage**.

Les acteurs sur les marchés ont tendance à y exercer des pouvoirs qu’il faut surveiller et limiter par des législations adéquates. On ne peut appliquer les yeux fermés la règle du laissez faire laissez passer.

**Les circuits courts sont à privilégier** : faire circuler des automobiles françaises pour les amener au Japon qui expédient par ailleurs des automobiles vers la France, au-delà même de ce que j’ai indiqué sur l’intérêt tout relatif des véhicules automobiles, est une utilisation déraisonnée de moyens de transports qui n’apporte aucune ressource supplémentaire à personne. S’il peut apparaitre nécessaire aux pays tempérés de faire venir du café ou des bananes des pays tropicaux, de manière générale il est préférable de produire la nourriture près des lieux de sa consommation : moins de dépenses de conservation voraces en énergie et meilleure fraîcheur pour ceux qui s’en alimentent. En tout état de cause **les produits de l’agriculture ne sont pas une marchandise** et ne peuvent pas circuler comme un produit standard ; il faut revenir sur l’ambition de l’OMC et du TPP en cette matière. Trop de ressources ont été marchandisées alors que leur fourniture devrait rester en dehors du système de marché et de la « libre compétition ».

La belle période de la société de la croissance heureuse s’est d’ailleurs déroulée avec un accord international, le GATT, très en deçà de l’OMC en ce qui concerne la libéralisation du commerce : ni l’agriculture, ni les services n’en faisaient partie par exemple ; par ailleurs, l’histoire de la construction de la puissance économique des Etats Unis ou de l’Allemagne s’est déroulée dans un contexte de protection importante vis-à-vis des marchés internationaux. Seule des illusions théoriques ou la confusion entre régulation des marchés et autarcie nourrissent les discours qui s’opposent à la remise en cause du laissez faire laissez passer généralisé.

Contrairement aux discours de nos élites, **ce n’est pas le commerce qui assure la création de ressources ex nihilo, il en assure seulement la circulation** ; ce faisant il leur apporte sa contribution : mais si aucune ressource n’a été créée auparavant il n’a rien à faire et donc pas de raison d’être. **Le marché ne crée pas de ressources**.

C- Travailler ensemble en prenant soin les uns des autres

Illich nous dit que **nous serons plus heureux si nous travaillons ensemble en prenant soin les uns des autres.** On peut trouver dans cette formule à la fois le fondement de la politique et de la justice.

1-Approfondir la démocratie réelle et l’autonomie de tous

Être ensemble suppose de former un « nous », c’est-à-dire ce qui réunit de manière volontaire de nombreuses personnes pour former une vie commune. Cela suppose une autonomie des décisions individuelles et en même temps la volonté de se donner une vie commune, c’est-à-dire des lois communes qui s’imposent à tous de la même manière. C’est former un groupe ou selon le terme de Elias **une configuration d’interdépendance**.

Selon Rousseau, c’est **le contrat social** où chacun perd un peu de son indépendance, de la liberté d’agir à sa guise – du laissez faire laissez passer généralisé- pour travailler avec les autres, ensemble, dans un esprit de coopération, après avoir défini démocratiquement, les buts et les règles.

La participation active et autonome et la réalité de l’acceptation des gouvernements aux différents échelons de la mise en œuvre de la subsidiarité-décentralisation constituent **une démocratie réelle**.

2- Assurer la justice de la reconnaissance réciproque

Les théories de la justice butent toutes sur une impossibilité à partir du moment où elles érigent en principe qu’il faut parvenir à l’égalité. Ceci suppose une évaluation selon un critère et une comparaison qui ne sont jamais satisfaisants.

Prenons le problème autrement. Ce que **tout individu recherche c’est d’une part la protection, la sécurité, d’autre part la reconnaissance**. S’il reçoit l’un et l’autre il atteint un sentiment de plénitude sous réserve qu’il ne regarde pas l’autre avec envie pour ce que l’autre a et que cet autre ne veut pas partager. Si en revanche l’autre lui offre sa reconnaissance et si lui-même reconnait l’autre et qu’ils organisent ensemble le partage protecteur des ressources, ils auront accès au sentiment d’un monde juste. C’est ainsi qu’il faut comprendre le « **prendre soin les uns des autres** » énoncé par Illich.

Ainsi, si les dispositions précédemment peuvent être mises en œuvre dans l’esprit de la formule énoncée par Illich, il sera possible de bien vivre ensemble.

Pour les mettre en œuvre, il faut de fait rompre avec les anciennes manières et l’occasion d’un grand choc peut faire prendre conscience de leurs implications dramatiques ; **le choc de Fukushima peut donc offrir au Japon une opportunité** pour commencer la transition vers un Japon différent où il fera bon de vivre ensemble.